

Le Mans, le 27 août 2004

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DES PAYS DE LA LOIRE

Groupe de subdivisions Le Mans
Résidence Borromée
4, rue Saint Charles
72000 LE MANS

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Société POSSON à LOUAILLES.
Mots-clés : Transformation du carton - Transfert de l'activité de Saint Denis d'Anjou (53) à Louailles (72).

La société POSSON, dont le siège social est à LOUAILLES (72300), a présenté au Préfet de la Sarthe un dossier en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un établissement spécialisé dans la fabrication de carton ondulé et compact ainsi que dans l'impression offset sur plaques de carton pour constituer des emballages en forme de boîtes, fourreaux, présentoirs en cartons.

1 - PRESENTATION SYNTHETIQUE DU DOSSIER

1.1. demandeur

Société : POSSON
Siège social : Z.A.C. Ouest Park, 72300 LOUAILLES
Forme juridique : Société Anonyme
Capital : 1 906 250 euros

1.2. implantation

Les installations sont implantées sur la commune de Louailles, dans une zone réservée à l'accueil d'activités dont, entres autres les installations classées.

Elles occupent les parcelles cadastrées Section ZH n°27, 53, 69 et 71 parties, d'une superficie d'environ 6,3 ha.

1.3. caractéristiques du projet

L'activité principale de la société POSSON est la transformation du carton en emballages pliants imprimés en offset.

La société POSSON est située, depuis près de 20 ans, sur la commune de Saint Denis d'Anjou. Cette société était soumise à déclaration au titre de 6 rubriques de la nomenclature. Le site de Saint Denis d'Anjou n'offrant plus de perspectives d'évolution et la capacité de production augmentant au-dessus de la barre des 20 t/j, le transfert des activités de Saint Denis d'Anjou vers Louailles a été décidé.

Le volume annuel de matières premières transformé sur le site de Louailles sera d'environ 7200 t. La société POSSON emploie actuellement 75 personnes mais l'évolution de son activité pourrait l'amener à employer 90 personnes.

Les ateliers fonctionnent 5 jours sur 7. Le nombre de jours travaillés par an est de 240 en moyenne.

Les rubriques de classement concernées par les activités du site sont consignées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime	Rayon d'affichage	Situation administrative *
2445-1	Transformation de papier, carton La capacité de production étant supérieure à 20 t/j.	30 t/j	A	1 km	d
2450-2 a)	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur support carton utilisant l'héliogravure, la flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou vernissage La quantité totale de produits consommée pour revêtir le support étant supérieure à 200 kg/j.	Quantité équivalente = 390 kg/j	A	2 km	d
1412-2 b)	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t.	25 t	D		d
1530	Bois, papier, cartons ou matériaux combustibles analogues (dépôts de) La quantité stockée étant supérieure à 1000 m ³ , mais inférieure ou égale à 20000 m ³ .	4630 m ³	D		d
2920-2 b)	Réfrigération ou compression (installations de) La puissance absorbée étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW.	250 kW	D		d
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW.	60 kW	D		d
2564-3	Nettoyage, dégraissage, décapage de surface par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques Le volume des cuves de traitement étant supérieur à 20 l, mais inférieur ou égal à 200 l lorsque les produits sont utilisés dans une machine non fermée.	150 l	D		d

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime	Rayon d'affichage	Situation administrative *
2940-2	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit (application, cuisson, séchage de) lorsque l'application est faite par tout autre procédé autre que le trempé. Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 20 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j.	41 kg/j de colle polymère	D		d

* Au vu des informations disponibles, la situation administrative des installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée est repérée de la façon suivante :

- (a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
- (c) Installations exploitées sans l'autorisation requise
- (d) Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
- (e) Installations dont l'exploitation a cessé

1.4. inconvenients et moyens de prévention

▪ Impact sur l'eau

Les eaux industrielles proviennent principalement des différentes opérations de lavage réalisées au cours du procédé de fabrication :

- lavage de la contre colleuse
- lavage des groupes d'impression et de vernissage
- rinçage des plaques Offset.

Les eaux de lavage de la contre colleuse sont récupérées et réutilisées pour la préparation des colles. Les autres eaux industrielles sont envoyées comme déchets industriels spéciaux vers un récupérateur agréé.

Les eaux pluviales des zones engazonnées sont évacuées par infiltration naturelle, celles des toitures sont rejetées directement dans les fossés bordant le site. Les eaux pluviales provenant de la voirie et des parkings sont quant à elles dirigées vers un séparateur hydrocarbures assurant un rejet inférieur à 10 mg/l avant de rejoindre un bassin d'orage de 370 m³.

Les eaux sanitaires sont traitées par une fosse toutes eaux, suivie d'un filtre à sable avant rejet dans le milieu naturel.

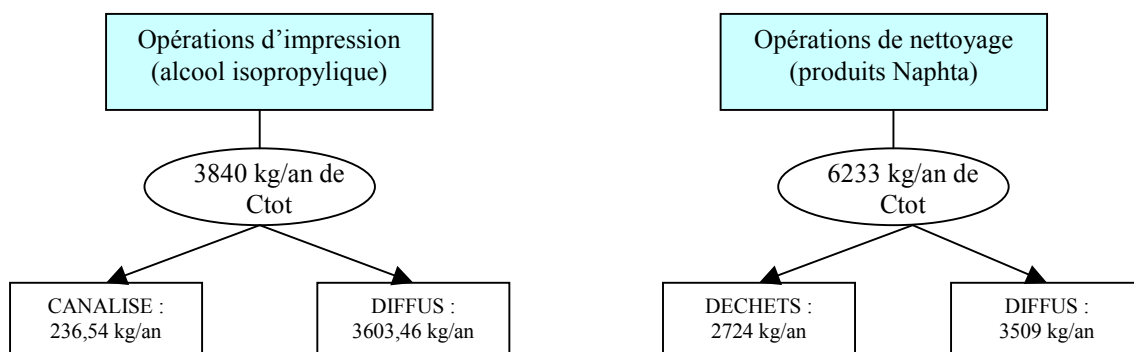
▪ Impact sur l'air

Les principales sources de pollution dans l'air sont :

- l'utilisation de produits de nettoyage solvants : émission de Composés Organiques Volatiles (COV),
- la production de vapeur d'eau pour le séchage du carton et des encres à l'eau : émission de vapeur d'eau,
- les véhicules : émission d'hydrocarbures imbrûlés,
- l'installation de combustion au gaz naturel : émission de NOx et CO₂.

❶ Composés organiques volatils

L'installation consomme plus d'une tonne de solvants par an, un plan de gestion des solvants a donc été mis en place.



L'arrêté du 2 février 1998 précise que le flux d'émissions diffuses ne doit pas dépasser 25% de la quantité de solvants utilisée lorsque la consommation de solvants est inférieure ou égale à 25 tonnes. Or, comme le montre le schéma ci-dessus, les rejets diffus représentent 70% de la consommation de solvant. Des mesures sont donc envisagées afin de diminuer la part des rejets diffus :

- contact avec les fournisseurs de produits de nettoyage afin de réduire à la source l'utilisation de solvants,
- contact avec les fabricants de machines afin de trouver des améliorations pour la captation des solvants émis lors des opérations du mouillage de carton et de nettoyage des rouleaux
- enquêter en interne afin de détecter d'éventuelles erreurs de manipulation et afin de corriger des pratiques dérivantes,
- stocker en citerne enterrée les déchets de solvants usagés

Il faut quand même noter que sur la totalité des produits consommés pour le process et l'entretien des machines, près de 80% sont aqueux.

❷ Emission de gaz d'échappement des véhicules

L'entreprise sera génératrice d'un trafic automobile estimé à 100 véhicules légers et 20 poids lourds et fourgonnettes au maximum. La pollution engendrée est difficilement quantifiable, dans un contexte marqué par une circulation déjà intense, la RD 306 faisant l'objet d'un trafic moyen journalier de 7950 véhicules dont 18,4% de poids lourds.

❸ Gaz de combustion

La chaudière utilisera du gaz naturel, dont la teneur en soufre est très faible. Les gaz de combustion sont donc susceptibles de contenir du CO₂, des Nox et une faible quantité d'oxydes de soufre.

▪ Nuisances sonores

Les sources de bruit seront liées à la circulation des véhicules du personnel, des véhicules de livraison et d'enlèvement et également à la circulation des déchets de cartons dans des conduits aériens vers la zone de presse à balle.

Compte tenu des mesures et des évaluations effectuées, les émergences réglementaires seront respectées.

▪ Déchets

L'entreprise fait appel à des sociétés spécialisées et agréées pour l'enlèvement et l'élimination ou la valorisation de ses déchets.

Dans le cadre du projet, une aire spécifique couverte sera réservée au stockage des déchets spéciaux. Cette aire sera bétonnée et munie d'une rétention.

Les déchets liquides seront stockés dans 2 réservoirs enterrés double enveloppe de 10 et 20 m³, munis de jauge de niveau et de détecteur de fuite.

▪ Evaluation des risques sanitaires

Le produit retenu pour l'évaluation de l'exposition des populations est l'isopropanol, substance à effet de seuil. Le quotient de risque de cette substance étant supérieur à 1, une évaluation de l'exposition des populations est réalisée.

Le scénario retenu est l'exposition par inhalation d'air en considérant une présence permanente sur une durée de vie entière de la population exposée. Les calculs menés montrent que la concentration reçue en limite d'établissement est plus de 10 fois inférieure à la valeur toxicologique de référence. Les rejets de l'établissement ont donc un impact limité sur la santé des populations.

1.5. risques et moyens de prévention

Le risque majeur lié à l'exploitation de cet établissement est l'incendie. Le scénario retenu est l'incendie sur le stockage de carton imprimé ainsi que sur les emballages et palettes servant au conditionnement. Les résultats de ce scénario montrent que les flux thermiques restent contenus à l'intérieur des limites de propriété.

Outre les dispositions de prévention spécifiques à chaque installation source de risque, des dispositions globales sont mises en place telles que :

- Distances d'implantation - compartimentage : séparation physique des risques,
- Dispositions constructives : poteaux bétons, toiture constituée de bac acier classé incombustible, murs côté nord et est en verre, mur ouest constitué d'un bardage métallique double peau, murs coupe feu, portes coupe feu, ...
- Désenfumage,
- Local produits spéciaux à l'extérieur,
- Information sur les produits stockés, formation du personnel,
- Protection contre la foudre,
- Contrôle périodique et maintenance des installations,

Des moyens de secours internes sont également en place : sensibilisation et formation des personnels, extincteurs et R.I.A., sprinkler, poteaux incendie et réserves, détection anti intrusion, rétention des eaux d'incendie, moyens d'alarme et d'alerte.

En ce qui concerne les moyens de secours externes, la société POSSON dépendra du centre de secours de Sablé sur Sarthe.

1.6. notice d'hygiène et de sécurité du personnel

Les installations prévues pour le personnel sont aménagées conformément au titre II du code du travail. D'une manière générale, les dispositions en vue d'assurer une bonne hygiène du travail et la sécurité des travailleurs sont prises.

1.7. conditions de remise en état proposées

En fin d'exploitation, l'ensemble des produits stockés commercialisables sera revendu. L'arrivée de toutes les énergies sera coupée. Les bâtiments seront mis en sécurité par rapport aux personnes et activités extérieures.

La dalle étanche permettra de se prémunir d'une dépollution du sol mais toutefois, un diagnostic de pollution du sol pourra être effectué.

Les déchets issus du démantèlement seront envoyés vers les voies de traitement et d'élimination classiques.

2 - CONSULTATION ET ENQUETE PUBLIQUE

2.1. avis des services

avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Sarthe

(lettre du 3 septembre 2003)

Sous réserve du respect des mesures ci-dessous, avis favorable :

- *s'assurer que sur les 4 poteaux d'incendie présents sur le site, 3 débitent 60 m³/heure chacun en ouverture simultanée.*

avis de la Direction Départementale du Travail, de l'emploi et de la Formation Professionnelle de la Sarthe

(lettre du 25 septembre 2003)

Pas d'observation particulière.

avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

(lettre du 13 novembre 2003)

Pas d'observation particulière.

avis du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine

(lettre du 17 novembre 2003)

Pas d'observation particulière.

avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

(lettre du 30 septembre 2003)

Observations suivantes :

1° - Protection du réseau d'adduction d'eau potable

Selon le dossier, page 10, un disconnecteur sera mis en place conformément à l'arrêté du 2 février 1998 et un contrôle est prévu tous les ans conformément au décret du 5 avril 1995.

La DDASS souhaite être destinataire de la déclaration d'installation du disconnecteur et également du rapport annuel de contrôle.

2° - Assainissement

Les eaux usées domestiques représentent 40 Eq. Habitants (90 employés sur le site). Elles seront traitées par un dispositif d'assainissement autonome constitué d'une fosse toutes eaux, suivie d'un filtre à sable.

S'agissant d'effluents non industriels, les normes de rejet devront être conformes à celles de l'arrêté du 6 mai 1996 (article 3), relatif aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, imposant 30 mg/l en MES et 40 mg/l en DBO₅.

Or, dans le document page 14, les normes de rejet font référence à l'article 32 de l'arrêté du 2 février 98, c'est à dire : 100 mg/l en MES et en DBO₅ comme s'il s'agissait d'effluents industriels, ce qui n'est pas le cas.

3° - Volet sanitaire

Le volet sanitaire présente les 4 étapes permettant l'évaluation des risques selon la démarche préconisée par le guide de l'Institut de Veille Sanitaire ou INERIS.

Il porte essentiellement sur les rejets d'effluents gazeux constitués de Composés Organiques Volatiles représentant un flux global de 7349 kg/an dont :

- 236,54 kg/an sous forme de rejet canalisé (sortie cheminée)
- 7113 kg/an sous forme de rejets diffus répartis sur l'ensemble du site, (voir page 19)

Les C.O.V. sont essentiellement constitués de :

- Alcool isopropylique
- Naphta
- Hydrocarbures aliphatiques

Pour des raisons de modélisation, la démarche concerne exclusivement les rejets canalisés d'isopropanol, c'est à dire 236 kg/an et conclut à l'absence d'impact en limite de propriété du site POSSON.

Dans la mesure où les rejets diffus de C.O.V. représentent la majorité de ceux-ci, la démarche globale d'évolution des risques présente une large incertitude qui pourrait remettre en cause l'emploi de C.O.V. , en l'absence de traitement.

En ce qui concerne les rejets de naphta, le volet sanitaire ne précise pas si le produit contient du benzène. Dans l'affirmative, une démarche d'évaluation des risques similaires à l'isopropanol serait nécessaire.

Précisons également que pour une meilleure lisibilité de la démarche d'évaluation des risques, le volet sanitaire devrait mentionner les références bibliographiques des valeurs toxicologiques retenues.

Conclusion

En fonction des observations formulées ci-dessus, avis favorable au projet présenté.

Avant l'examen du dossier, en Conseil Départemental d'Hygiène, la DDASS souhaite que le pétitionnaire puisse lever le doute sur la composition du Naphta et éventuellement évaluer le risque lié au benzène puisque celui-ci peut en contenir.

De même, une réflexion doit être menée, au niveau de l'entreprise, pour réduire l'incertitude sur les risques liés à l'isopropanol sachant que les rejets diffus et conséquents ne sont pas comptabilisés dans la démarche présentée dans le présent dossier.

avis de la Direction Départementale de l'Équipement *(lettre du 30 septembre 2003)*

Ce dossier a fait l'objet d'une demande de permis de construire déposée le 5 juin 2003, les terrains cédés par l'aménageur de la zone d'activités ne sont pas encore viabilisés, les travaux d'aménagement de ce secteur de la Z.A.C. ne seront probablement engagés qu'en 2004. Les terrains pourront être accessibles à titre provisoire pour la construction des bâtiments.

Le projet est compatible avec le règlement de la Z.A.C. dans sa rédaction actuelle et dans sa présentation envisagée dans le cadre d'une modification de ce règlement. La délivrance du permis de construire est donc envisageable dès que les conditions de desserte seront satisfaisantes.

Le plan au 1/2500^{ème} est établi par la SOCOTEC en date du 16 mai 2003 fait apparaître un périmètre d'éloignement de 200 m par rapport aux limites du terrain de cette future industrie. Ce périmètre n'a pas de légende, ce qui mériterait un renseignement complémentaire sur sa nature et sa portée d'autant qu'il englobe une partie de la route départementale n° 306, route classée à grande circulation.

En ce qui concerne la sécurité incendie, les ouvrages (stockage - surpresseur) existant sur la Z.A.C. ne permettent pas le fonctionnement simultané de 4 poteaux d'incendie à un débit minimal chacun de 60 m³/h. Ce point mériterait d'être élucidé entre le SMAPAD, les Ets POSSON et le SDISS ;

Sous réserve de réponses positives aux quelques observations, avis favorable.

2.2. avis des conseils municipaux

Avis du conseil municipal de LOUAILLES *(délibération du 17 novembre 2003)*

Avis favorable.

Avis du conseil municipal de LA CHAPELLE D'ALIGNÉ *(délibération du 29 août 2003)*

Avis favorable.

Avis du conseil municipal de LE BAILLEUL *(délibération du 9 octobre 2003)*

Le conseil municipal, ..., n'émet pas d'avis défavorable, sous réserve que toutes les prescriptions du cahier des charges soient respectées.

2.3. avis du CHSCT

Par procès-verbal de réunion des membres du CHSCT de la société POSSON, ceux-ci émettent un avis favorable sur le dossier ICPE.

2.4. enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 7 octobre 2003 au 7 novembre 2003 inclus, en application de l'arrêté préfectoral n° 03-4023 du 21 mars 2003.

Une observation orale puis écrite de Mr et Mme THIBAULT-WILLEKINS a été enregistrée et porte essentiellement sur :

- l'écoulement et l'évacuation des eaux pluviales susceptibles d'être polluées,
- les émissions de COV,
- la faune et la flore,
- le bruit.

En réponse à ces remarques, la société POSSON précise les points suivants :

❶ Eaux pluviales

Les eaux de toiture susceptibles d'être chargées en poussières, rejoignent directement les fossés bordant le site.

Les eaux pluviales provenant de la voirie et des parkings seront, quant à elles, collectées par un réseau spécifique et acheminées vers un séparateur hydrocarbures. Après le séparateur, il est placé une vanne permettant de fermer le réseau afin de conserver les eaux qui auraient été polluées accidentellement, notamment lors d'un éventuel incendie.

❷ Emission de COV

Les rejets constatés en 2001 (base du calcul dans l'étude d'impact sanitaire) proviennent à 60% de la machine MAN-ROLAND 800, laquelle est maintenant remplacée par une offset nouvelle génération, équipée d'un système de nettoyage en circuit fermé sans émission d'évaporation. Le problème des rejets diffus fera l'objet de traitements spécifiques énumérés dans l'étude d'impact.

❸ Faune et flore

Le règlement PAZ de la SMAPAD prévoit que les plantations existantes devront être maintenues à l'exception de l'emprise des bâtiments où elles devront être remplacées par des plantations équivalentes. Il doit être planté au moins un arbre de haute tige par 50 m² d'espace vert.

❹ Bruit

Un état des lieux a été effectué au niveau de l'habitation de Mr et Mme THIBAULT avant l'implantation de l'entreprise POSSON sur le parc d'activités. Ces relevés seront repris une fois l'installation en fonctionnement, afin de calculer l'émergence.

2.5. conclusions du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur émet un avis favorable, en émettant le souhait que l'arrêté précise les responsabilités des intervenants SMAPAS, SECOS et POSSON, notamment en ce qui concerne les eaux pluviales.

3 - ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

3.1. statut administratif des installations du site

La société POSSON est située, depuis près de 20 ans, sur la commune de Saint Denis d'Anjou. Cette société était soumise à déclaration au titre de 6 rubriques de la nomenclature. Le site de Saint Denis d'Anjou n'offrant plus de perspectives d'évolution et la capacité de production augmentant au-dessus de la barre des 20 t/j, le transfert des activités de Saint Denis d'Anjou vers Louailles a été décidé.

3.2. inventaire des textes en vigueur applicables

Prévention de la pollution de l'eau	<p>arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes.</p>
Prévention de la pollution de l'air	<p>décret n°98-360 du 6 mai 1998 relatif à la surveillance de la qualité de l'air ;</p> <p>arrêté du 2 février 1998 (cité ci-dessus)</p>
Gestion des déchets	<p>décret n°77-974 du 19 août 1977 et arrêté du 4 janvier 1985 relatifs au contrôle des déchets générateurs de nuisances</p> <p>décret n°79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées</p> <p>décret n°94-609 du 13 juillet 1994 portant application du Titre IV du Livre V du Code de l'Environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages</p> <p>décret n°2002.540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets</p>
Prévention des risques	<p>arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion</p> <p>arrêté du 28 janvier 1993 relatif à la protection de certaines installations classées contre les effets de la foudre</p>
Prévention des nuisances	<p><u>Bruit</u> :</p> <p>arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;</p> <p><u>Vibrations</u> :</p> <p>circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement.</p>

3.3. évolution du projet obtenue du demandeur depuis le dépôt du dossier

Le dossier déposé en 2003 montre que les émissions diffuses de COV représentent une part importante des rejets en COV, de l'ordre de 70%.

Avant d'envisager le traitement de ses rejets chargés en COV, la société POSSON a décidé dans un premier temps de réduire les émissions de COV à la source, c'est-à-dire de limiter l'emploi de nouveaux produits et procédés.

Cette réduction à la source va s'opérer :

- **par l'investissement de deux nouvelles machines KBA RAPIDA** en remplacement des deux offsets actuellement en fonctionnement sur le site de Saint Denis d'Anjou, ce qui n'était pas prévu dans le dossier initial. Cet investissement va permettre d'une part de limiter la consommation de solvant, ces deux nouvelles machines permettant de réduire de 50% la présence d'alcool isopropylique dans l'additif de mouillage et d'autre part de limiter les émissions de COV dans le sens où ces machines possèdent des systèmes de lavage automatique des blanchets, opération effectuée manuellement sur les deux machines de Saint Denis d'Anjou
- **par la réduction des teneurs en solvants des produits** : les équipements et consommables préconisés par le constructeur des nouvelles machines ayant une teneur en solvant moindre que ceux utilisés actuellement sur le site de Saint Denis d'Anjou.

3.4. analyse des observations

Les produits de nettoyage utilisés ont la composition suivante :

- LAVEUR B : Naphta lourd hydrotraité : 83%
Naphta hydrodésulfurisé : 17%
- DEGLACEUR RENFORCE : Naphta lourd hydrotraité : 83%
Naphta hydrodésulfurisé : 17%
- HYDROWASH : Naphta lourd hydrotraité : 20%
Naphta hydrodésulfurisé : 5%

Le naphta lourd hydrotraité et le naphta hydrodésulfurisé contiennent 0,1% de benzène (hypothèse majorante).

La masse de benzène émise par an est donc de 5,74 kg.

L'excès de risque unitaire du benzène, substance sans effet de seuil, est donc de l'ordre de $5,7 \cdot 10^{-8}$. Par conséquent, il est possible de conclure à l'absence de risque sanitaire pour la substance étudiée (benzène) par voie d'inhalation d'air ambiant.

4 - PROPOSITION DE L'INSPECTION

▪ Emission de COV

La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 75 mg/m^3 .

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25% de la quantité de solvants utilisés, la consommation de solvants étant inférieure ou égale à 25 tonnes par an.

Dans l'hypothèse où les mesures mises en place par l'exploitant se permettent pas d'atteindre ces valeurs, l'exploitant pourra soit envisager un traitement de ses effluents gazeux ou alors mettre en place un schéma de maîtrise des émissions.

▪ **Sécurité incendie**

Toutes les dispositions ont été prises par le SMAPAD pour assurer la défense incendie suivant les prescriptions du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Sarthe.

▪ **Protection du réseau d'eau potable**

Un disconnecteur sera installé sur le réseau et un contrôle annuel de cet équipement sera réalisé.

La déclaration d'installation et le rapport de contrôle sera adressé aux services Santé Environnement de la DDASS 72, conformément à leur demande.

▪ **Assainissement**

Les eaux usées domestiques seront traitées par un dispositif d'assainissement autonome constitué d'une fosse toutes eaux, suivie d'un filtre à sable.

S'agissant d'effluents non industriels, les normes de rejet seront conformes à l'arrêté du 6 mai 1996, soit :

- 30 mg/l de MES,
- 40 mg/l de DBO5

5 - CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède, nous proposons au Conseil Départemental d'Hygiène de donner un avis favorable au projet de la société POSSON située à LOUAILLES.

Un projet d'arrêté en ce sens est joint au présent rapport.